

Les migrations

Intervenante : Madame Sylvie GUILLAUME, Députée européenne

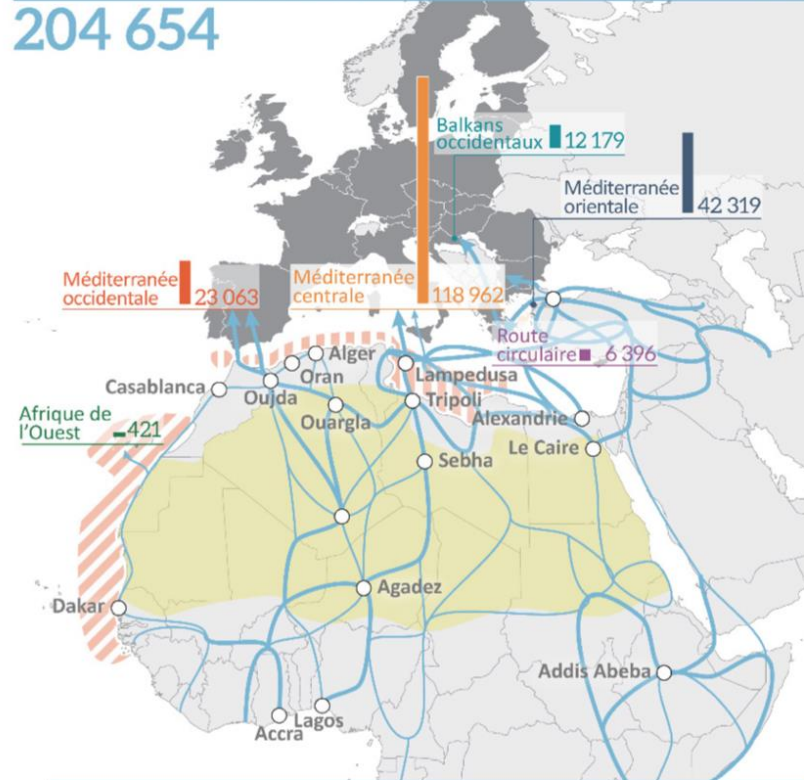
Modératrice : Mathilde GOUTORBE, stagiaire PFUE et international à la DGESCO du MENJS

Mercredi 16 février 2022

Après-midi - 13h00 - en sous-groupes

Détections de franchissements illégaux des frontières en 2017 (511 047 en 2016)

204 654

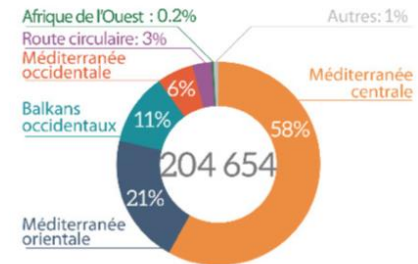


Les 15 principales nationalités des migrants (2017) (en milliers)

Syrie, 19	Guinée, 13	Bangladesh, 9	Albanie, 7	Autres, 47
Nigeria, 18	Maroc, 11	Gambie, 9	Algérie, 7	
	Iraq, 10	Mali, 8	Érythrée, 7	
Côte d'Ivoire, 13	Pakistan, 10	Afghanistan, 8	Tunisie, 7	

Routes migratoires

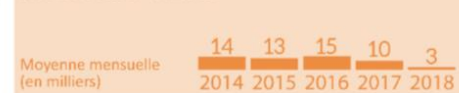
Ensemble des routes Données semestrielles (en milliers)



Méditerranée orientale



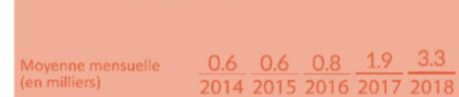
Méditerranée centrale



Balkans occidentaux



Méditerranée occidentale



Les remises, l'argent des émigrés :

« Les Marocains exilés envoient chaque année, via les banques, 3, 5 milliards d'euros au Maroc (10 % de la richesse du pays) auxquels s'ajoutent 2 milliards d'euros en argent comptant. Au début, ils envoient de l'argent à leurs familles, construisent une maison dans leur village. Puis, outre l'achat de terres agricoles ou le forage de puits dans leur région d'origine, ils investissent leur argent dans l'immobilier, notamment les hôtels et les appartements, sans d'autres régions plus prospères du Maroc. Mais la famille à l'étranger exerce aussi une grande influence du point de vue politique et culturel : nouvelles idées, normes et valeurs originaires de l'étranger, en ce qui concerne l'âge où l'on se marie, la sexualité, la démocratisation, le niveau de consommation, la musique ».

D'après Philip Smet, Les immigrés marocains, 13 mai 2009

Avec ses boutiques abandonnées et ses rues quasi désertes, la petite ville de Valandovo est à l'image de nombreuses localités de Macédoine du Nord que les jeunes quittent en nombre dans l'espoir de trouver une vie meilleure à l'étranger. Comme d'autres pays des Balkans, la Macédoine du Nord lutte contre un déclin démographique alarmant, alimenté par une émigration massive et le vieillissement de ses habitants. Le pays a perdu 10% de sa population au cours des vingt dernières années, et compte aujourd'hui 1,8 million d'habitants, selon les résultats préliminaires du recensement de septembre, soit 200 000 de moins que lors du dernier recensement en 2002.

Source : « Les Balkans sont décimés par une émigration massive », *L'essentiel*, AFP, Luxembourg, 2 janvier 2022.

URL : <http://www.lessentiel.lu/fr/news/europe/story/les-balkans-sont-decimes-par-une-emigration-massive-23634155>

Témoignage : Zaher, photojournaliste et réfugié politique

« Je suis un réfugié politique syrien, je suis arrivé en France mi-2018. Dans mon pays, j'étais photographe journaliste dans la ville d'Alep au profit de nombreux médias locaux et internationaux. J'ai choisi de travailler avec l'image parce que je sais à quel point elle peut raconter la vie des gens et faire réaliser ce qui se passe en Syrie.

J'ai décidé de quitter la Syrie après le harcèlement et les menaces auxquels j'ai été confronté par plusieurs groupes armés et par le régime Assad. »

Source : « Témoignage : Zaher, photojournaliste et réfugié politique », Association Réfugiés Bienvenue, 20 mai 2020.

URL : <https://refugiesbienvenue.com/2020/05/20/zaher-photojournaliste-et-refugie-politique/>

Le traité d'Amsterdam, signé en 1997, donne pour la première fois **une compétence à l'UE dans les domaines de l'immigration et de l'asile.**

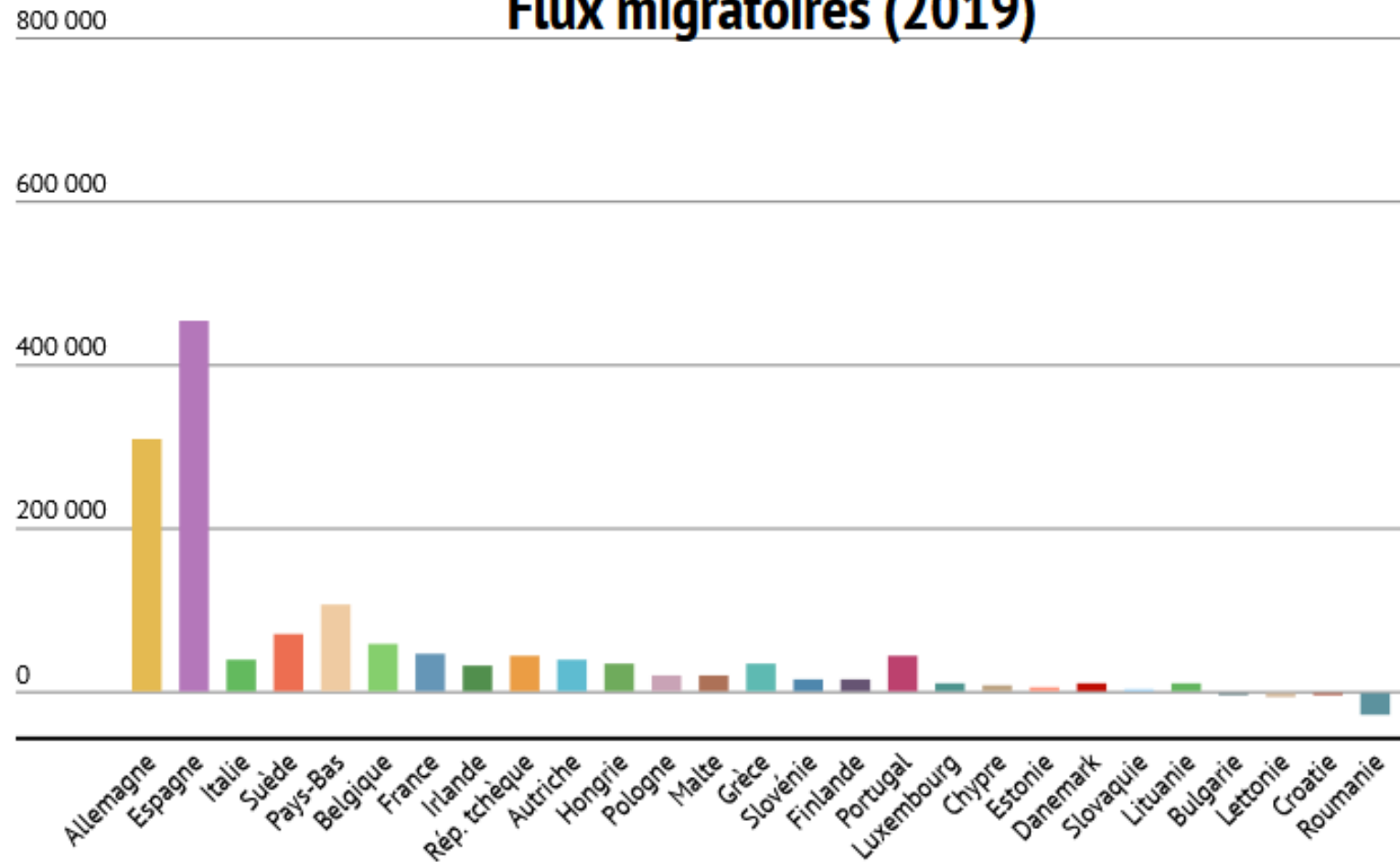
L'Union peut ainsi :

- définir les conditions d'entrée et de séjour des immigrants légaux ;
- encourager les États membres à prendre des mesures d'intégration ;
- prévenir et réduire l'immigration irrégulière, notamment par une politique de retour des migrants clandestins et la signature d'accords de "réadmission" avec les pays tiers.

En revanche, **il appartient à chaque État de fixer, s'il le souhaite, le nombre de ressortissants de pays tiers qui entrent sur son territoire** dans le but de rechercher un emploi.

Chaque État membre a également la possibilité de rétablir temporairement les contrôles aux frontières nationales en cas de menace pour l'ordre public ou la sécurité. La France l'a fait depuis 2015, à la suite des attentats terroristes survenus à Paris.

Flux migratoires (2019)



Solde migratoire, nombre d'immigrés et nombre d'émigrés dans chaque pays de l'UE en 2019

Source : [Eurostat](#)

Avec son projet de « pacte pour la migration », l'Union européenne relance les débats sur les réfugiés

Le texte présenté mercredi à Bruxelles entend surmonter les divisions apparues depuis 2015 entre les pays membres et trouver un compromis entre contrôle et solidarité.

Ainsi, un migrant candidat à l'asile sera contrôlé à la frontière extérieure de l'Union. Si sa demande est jugée recevable, il entrera ensuite dans la procédure « classique » d'examen, qui devrait durer douze semaines au maximum. Pour soulager la Grèce, l'Italie ou Malte, cet examen pourrait être mené par un autre Etat membre. Ensuite, les démarches seraient accélérées, tant pour les déboutés, reconduits dans leur pays d'origine, que pour ceux qui obtiennent le statut protecteur, avec des relocalisations mieux gérées au sein de l'UE.

Source : Jean-Pierre Stroobants, « Avec son projet de « pacte pour la migration », l'Union européenne relance les débats sur les réfugiés », Le Monde, 23 septembre 2020.

Vers une réforme de la politique migratoire ?

Alors que le dossier était au point mort depuis plusieurs années, la Commission européenne a présenté un nouveau [Pacte sur l'asile et les migrations](#) le 23 septembre 2020.

Parmi ses grandes lignes figurent une nouvelle gouvernance de la politique migratoire, **une réaffirmation des principes de solidarité (avec les pays européens les plus sollicités) et d'humanité (avec les migrants en difficulté en mer) et la clarification des conditions requises pour rester sur le sol européen.** Il pourrait se concrétiser par une profonde réforme du système de Dublin.

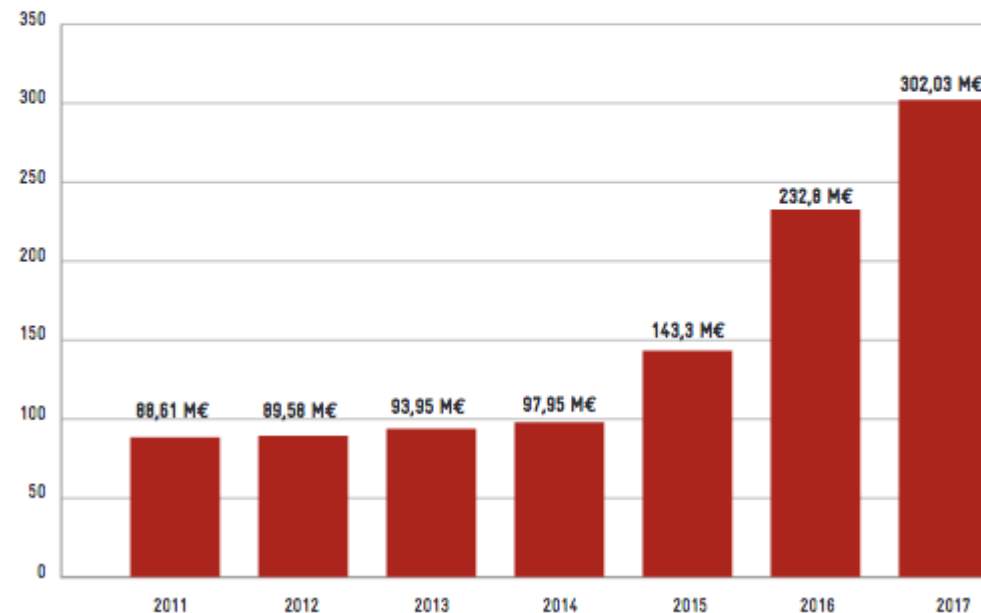
Mais les divergences entre États membres bloquent les négociations. Seul aboutissement pour le moment : la mise en service d'une nouvelle "Agence de l'Union européenne pour l'asile" au début de l'année 2022.

Source : Vincent Lequeux, « Asile et migrations dans l'Union européenne », *Toute l'Europe*, 26 janvier 2022.

Depuis 2004, l'agence Frontex coordonne la surveillance de ces frontières pour les États membres de l'UE et ceux de l'espace Schengen.

AUGMENTATION DU BUDGET DE L'AGENCE FRONTEX DE 2011 À 2017

Ce graphique se base sur les budgets révisés. Le budget 2015 a été augmenté trois fois en cours d'année. Source: site internet de Frontex.



- le Comité économique et social européen (CESE) invite les dirigeants à dépassionner le débat. *“Il faut changer le récit sur la migration, qui est toujours reliée à des problèmes”*, exhorte l’Espagnol José Antonio Moreno Díaz, du groupe des travailleurs. Avec le Tchèque Pavel Trantina, du groupe activités diverses, il est le co-rapporteur d’un avis d’initiative adopté le 12 décembre sur *“les coûts de la non-immigration et de la non-intégration”* des étrangers dans l’UE.
- Au-delà de *“l’enrichissement culturel”*, le CESE considère en effet que *“l’immigration a une influence positive sur la croissance de la population et de la main d’œuvre”*. Si elle s’arrêtait, *“les marchés de l’emploi seraient probablement soumis à une pression insupportable, des industries entières feraient faillite, la production générale chuterait et le secteur de la construction ne réussirait plus à satisfaire tout le monde”*, écrivent les rapporteurs.
- Le Comité s’appuie notamment sur un [rapport de la Commission européenne](#) publié en mai 2018 qui conclut que la population en âge de travailler (15-64 ans) va passer de 333 millions dans l’UE en 2016 à 292 millions en 2070, soit une baisse de 41 millions. De fait, le modèle social de certains pays d’Europe, et notamment les systèmes de retraite et de santé, pourraient en *“pâtir”*, tandis que *“le dépeuplement de certaines zones se poursuivrait à un rythme soutenu”*, avertit le CESE.

Source : Guitton Marie, « Une chute de l’immigration serait couteuse pour l’Europe », *Toute l’Europe*, Bruxelles, 15 décembre 2018.

URL <https://www.touteurope.eu/societe/une-chute-de-l-immigration-serait-couteuse-pour-l-europe/>

La Commission européenne a présenté une nouvelle **stratégie d'aide au développement** à destination des pays hors de l'UE. Visant un investissement de 300 milliards d'euros dans les routes, les chemins de fer ou encore le numérique, le plan est conçu comme une riposte aux ambitions d'influence de Pékin.

Source : Arthur Olivier, « Global Gateway : un plan d'aide au développement pour contrer la Chine », *Toute l'Europe*, 2 décembre 2021.

La Commission européenne et le haut représentant de l'UE ont défini la «**Global Gateway**», une nouvelle stratégie européenne visant à développer des liens intelligents, propres et sûrs dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports et à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier.

L'UE renforce ainsi son offre vis-à-vis de ses partenaires en investissant massivement dans le développement des infrastructures dans le monde entier. Entre 2021 et 2027, L'Équipe Europe, c'est-à-dire les institutions et les États membres de l'UE, mobilisera jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements dans:

- le numérique;
- le climat et l'énergie;
- les transports;
- la santé;
- l'éducation et la recherche.